

Lundi 7 mars 2011

l'étincelle*

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Assassins, complices et hypocrites

En Libye, les morts se compteraient en milliers, victimes des bombardements, des combats ou de la répression. Le fils de Kadhafi avait promis de réprimer la révolte dans un « *bain de sang* ». Promesse barbare, mais promesse tenue. L'onde de choc des révolutions arabes rencontre ici un obstacle à la hauteur de son ampleur.

Les dirigeants des puissances impérialistes ont bien sûr tous écrasé une larme... de crocodile. Ils seraient « *choqués* », « *horifiés* » ou « *effrayés* » par la répression. Il n'empêche que le massacre continue, certes pas en silence, mais sans autre entrave que la résistance opposée par la population.

Les dirigeants européens font mine de s'émouvoir de la situation des réfugiés qui cherchent à fuir le pays. Pourtant, l'Union européenne sous-traitait à la Libye la rétention des migrants africains. Elle semblait alors beaucoup moins sensible à leur sort !

« *La France a de grands intérêts en Libye* ». Kadhafi le dit, Sarkozy préférerait qu'on l'oublie. Il avait beaucoup moins de scrupules à s'afficher aux côtés du dictateur quand il s'agissait de signer de juteux contrats. La Libye est un bon client des capitalistes français, à commencer par les marchands d'armes. En réalité, la plupart des grandes puissances qui font mine de s'indigner interviennent déjà en Libye : elles ont armé Kadhafi, pour des centaines de millions d'euros.

Les grandes manœuvres

Ces derniers jours, le ton est passé des condamnations hypocrites aux rodomontades des grandes puissances impérialistes. Elles envisageraient une intervention militaire en Libye, au large de laquelle mouillent deux navires de guerre américains.

A supposer qu'elles passent à l'acte - une fois des massacres de masse accomplis - on sait ce que valent de tels « *libérateurs* », qui veulent surtout soit mettre un coup d'arrêt à la vague de révolutions qui s'étend dans le monde arabe, soit libérer... les champs de pétrole. Comme en Irak ou en Afghanistan, il ne s'agirait pas d'abattre une dictature mais de mettre un pied dans le pays. Vient alors le pillage des ressources du pays, encadré par l'armée. Avec le

bénéfice de la démonstration de force devant le monde entier. Peu leur importe que le pays soit un champ de ruines. Qu'il s'agisse de la France, des États-Unis ou de l'ONU, une intervention militaire ne ferait qu'ajouter la barbarie des armées impérialistes à la barbarie de Kadhafi. Pour l'instant il peut bombarder ou tirer à souhait sur son peuple. L'impérialisme interviendrait volontiers pour négocier avec les chefs militaires vainqueurs d'un camp ou d'un autre, mais surtout pas pour que la population insurgée conquière la victoire effective.

Les vrais amis du peuple libyen

Les puissances impérialistes prétendent être bienveillantes face aux révoltes et révolutions dans les pays arabes, tant que les armées nationales chargées de la transition de l'après dictature ménagent leurs intérêts. Une bienveillance qui durera tant que leur ordre capitaliste ne sera pas mis en cause.

Les travailleurs et les masses pauvres de Libye ont malgré tout des alliés à l'étranger. Pas dans les ministères et les états-majors, mais dans les usines, les chantiers et les bureaux : auprès des travailleurs du monde qui partagent les mêmes intérêts. Tout d'abord en Tunisie et en Égypte, leurs voisins directs qui se sont soulevés récemment et restent mobilisés. Mais aussi auprès des travailleurs d'Europe avec qui ils partagent les mêmes exploités.

Aider les peuples arabes à se libérer, cela commencerait par suivre leur exemple. Après tout, le vent venu de Tunisie et d'Égypte donne des idées, y compris aux travailleurs américains, dans l'Etat du Wisconsin, massivement mobilisés contre leur gouverneur qu'ils ont baptisé « *Moubarak* » Walker. Et les petits dictateurs masqués, ce n'est pas ce qui manque ici non plus, dans les entreprises et les conseils d'administration ! Soyons solidaires de nos frères et sœurs en révolte en ce moment.

La meilleure façon de le faire, c'est encore de s'inspirer de leur exemple en s'attaquant à la dictature. Pas celle d'un colonel ou d'un roi, mais une autre, plus dissimulée, qui se tient derrière pas mal de tyrans de par le monde, et qui vit de notre travail : celle du capital.

Salaires : le mécontentement monte d'un cran

Jeudi 3 mars, 400 salariés du Technocentre ont débrayé une heure. Une première car les précédentes actions se faisaient sur les 20 mn de pause.

Avec 1,7 % d'augmentation générale et des augmentations ou des primes individuelles conséquentes pour seulement une minorité, le pouvoir d'achat de la majorité des salariés va continuer à dégringoler en 2011. Alors oui : cesser le travail, c'est la seule façon de se faire entendre.

Lardy mes gaillards

180 salariés ont débrayé une nouvelle fois une heure vendredi dernier à Lardy. Ils étaient 300, mercredi 2 mars, à Renault Le Mans. Si pour la direction, les négociations sur les salaires (NAO) sont terminées, la contestation ne l'est toujours pas.

Audi soit qui mal y pense

Audi vient d'annoncer le versement d'une prime moyenne de 6 500 € à ses 42 000 salariés allemands, soit 276 millions d'euros au total. C'est ce que coûterait par an une augmentation de 300 € net par mois pour les 36 000 salariés de Renault sas, cotisations salariales et patronales incluses.

Renault tenait tant à mettre les salariés français au niveau des salariés allemands. C'est le moment.

Des milliards sous le nez des salariés

Renault remboursera, en février, un second milliard d'euros du prêt consenti par l'État en 2009, et un troisième et dernier milliard en avril 2011. Soit trois ans plus tôt que la date butée. Et il n'y aurait pas d'argent pour augmenter les salaires ?

On a retrouvé les comptes en Suisse

Si les 3 cadres licenciés n'ont pas de compte en Suisse, ce n'est pas le cas de Renault Nissan Global Mangement, la filiale suisse où sont transférés les contrats des salariés en mission à l'étranger.

La Suisse : un paradis fiscal où les cotisations sociales et les impôts sont plus faibles qu'en France. Un beau sujet d'enquête pour le gouvernement.

Du dialogue social au dialogue de sourd

Deux délégués du personnel du Technocentre sont convoqués à un entretien en vue d'une sanction mercredi 9 mars. Il leur est reproché leur comportement durant des réunions mensuelles où les délégués soumettent les questions et réclamations du personnel à la direction.

Question comportement, c'est pourtant la direction qui devrait être sanctionnée : questions restant sans réponse, non respect du droit malgré les alertes des délégués... Cette fois, ce sera aux salariés de soutenir leurs délégués, mercredi à 9h45 dans le hall de l'Avancée.

Drive the change ou change the driver ?

Patrick Pelata est monté au créneau pour reconnaître les doutes et certaines erreurs de la direction dans ses accusations d'espionnage : « *Quand l'enquête sera terminée, nous en tirerons toutes les conséquences jusqu'au niveau le plus haut de l'entreprise, c'est-à-dire jusqu'à moi. Carlos Ghosn décidera et s'exprimera lorsque l'enquête sera définitivement close* ». En effet, ça va être très dur de regagner la confiance en interne et en externe.

Bonjour l'ambiance

Dénonciations anonymes, licenciements abusifs, management autoritaire... Cette sale ambiance est le résultat d'une politique d'entreprise basée sur l'individualisme, la performance à tout prix et la mise en concurrence des salariés. Il faudra autre chose que des sanctions pour changer ce climat.

On récolte ce que l'on sème

« *Bien sur je n'ai aucune preuve bien sur c'est de la délation mais je m'en moque...* » : c'est par cette lettre anonyme, citée par Le Figaro, que l'affaire a commencé. Mais c'est bien la direction qui a mis en place et encouragé ce système de délation.

Aie confiance...

Selon Renault Way, chacun doit « *faire valoir son point de vue en amont des décisions et les appliquer une fois qu'elles ont été prises* ». La grande majorité des salariés n'ayant aucune prise en amont sur les décisions (d'ailleurs on ne leur demande pas leur avis), les salariés sont surtout sommés d'appliquer les décisions sans discuter. Les décideurs au sommet étant de plus en plus discrédités, il reste le management autoritaire.

Les langues se délient

Un directeur du marketing de Renault, licencié en 2009, a décidé de porter plainte pour « *dénonciation calomnieuse* ». D'abord accusé d'avoir touché des pots de vins par la direction de Renault, son motif de licenciement s'est réduit à une « *insuffisance professionnelle* ». Faute de preuves également ?

TCR, nid d'espions

Un ancien délégué syndical de Renault vient également de porter plainte pour... espionnage. Interrogé par la police, un ancien membre de la sécurité de Renault a reconnu avoir espionné en 2002 son ordinateur, fouillé ses poubelles, obtenu les relevés de son téléphone personnel...

Ce dernier a avoué également avoir effectué sur ordre des fouilles du bureau du médecin du travail pour obtenir des dossiers médicaux, une enquête sur la vie privée d'une secrétaire de directeur à la demande de celui-ci, mis des mini caméras dans les cafétérias pour espionner les salariés...